



BULLETIN

Vol. 3 - Hiver 2006

Canadian Internet Policy and Public Interest Clinic • Clinique d'intérêt public et de politique d'internet du Canada

English version also available

À l'intérieur...

Annonces	1
Pour nous joindre	1
Récent plaidoyer	2
Projets et causes en cours	3
Commentaires du personnel	4
Publications.....	5
Événements à venir	5

Clinique d'intérêt public et de politique d'Internet du Canada

Faculté de droit, Université d'Ottawa
506-57 Louis-Pasteur, Ottawa ON K1N 6N5
Tél : (613) 562-5800 poste : 2553
Télécopieur :(613) 562-5417
Site Web : www.cippic.ca
Courriel : cippic@uottawa.ca

Philippa Lawson: Directrice Générale et
Avocate générale
poste : 2556 plawson@uottawa.ca
David Fewer: Avocat-conseil
poste : 2558 dfewer@uottawa.ca
Annie Binet: Adjointe administrative
poste : 2553 abinet@uottawa.ca

Annonces

Deeth Williams Wall LLP, un cabinet de Toronto spécialisé dans la propriété intellectuelle et la technologie, offre une généreuse assistance légale pro bono à la CIPPIC sur des dossiers de clients, des plaidoyers législatifs et du matériel d'éducation juridique public. Cet arrangement pro bono a été rendu possible grâce à un étudiant de maîtrise de l'Université d'Ottawa et ancien étudiant de la CIPPIC, Jason Young, qui est maintenant associé chez DWW. De plus, Deeth Williams Wall LLP s'est joint à Fogler Rubinoff LLP, une autre firme renommée de Toronto, conseiller pro bono de la CIPPIC.

Jennifer Seligy, diplômée du Programme national de l'Université d'Ottawa (diplôme de droit civil et de common law), a été embauchée en septembre à titre de première stagiaire de la CIPPIC. Elle a d'ailleurs déjà prouvé qu'elle était un atout important pour la clinique!

La CIPPIC a reçu 50 000 \$ du Bureau du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada afin d'effectuer une recherche sur l'industrie de courtage des données et pour évaluer la façon dont le secteur privé respecte les lois sur la protection des données. Cette recherche a été menée à l'hiver 2005/2006 et rendra son rapport au printemps.

La CIPPIC a aussi obtenu du financement de la part de l'*Ontario Research Network for Electronic Commerce* (ORNEC), afin de mener une recherche sur les approches juridique et politique dans le but d'identifier les vols. La CIPPIC conduit un projet de recherche avec six autres chercheurs des Universités d'Ottawa et de Carleton, chacune enquêtant sur divers aspects juridiques et politiques du problème. Dans l'ensemble, le projet ORNEC comprend trois autres projets de recherche reliés qui se concentrent sur les solutions techniques, les solutions de gestion et les problèmes reliés à la définition du vol d'identité et à la façon de le mesurer.

Récent plaidoyer

En octobre 2005, l'**Anti-Spyware Coalition** (ASC), une alliance des plus importantes sociétés spécialisées dans les technologies, d'universitaires et de groupes d'intérêt public, tous unis dans une lutte contre les logiciels espions, a publié ses « **Définitions du logiciel espion** ». Cet ouvrage servira d'outil dans l'élaboration de politiques et de lois reliées aux logiciels espions. Quelques mois plus tard, l'ASC a publié « **Description du modèle de risque** », décrivant les différentes attitudes que les sociétés de logiciel anti espions évaluent pour déterminer le potentiel de toute technologie de n'être pas attrayante pour les consommateurs et ainsi ciblés par les logiciels anti espions. La CIPPIC est un des membres actifs de l'ASC.

En novembre 2005, la CIPPIC et le Center for Democracy and Technology, ont déposé simultanément des plaintes formelles et documentées contre le **Bureau de la concurrence du Canada et la US Federal Trade Commission** (FTC), demandant des enquêtes officielles sur les pratiques d'une société montréalaise de distribution de logiciels; Integrated Search Technologies, et sur bon nombre de ses partenaires d'affaire. C'est la première fois que l'on demande au Bureau d'enquêter sur une société de logiciels espions et la première fois aussi que l'on demande à la FTC d'enquêter sur les pratiques d'un fournisseur de logiciels Canadien.

Dans la course **aux élections fédérales** du 23 janvier 2006, la CIPPIC a posé à chaque parti fédéral une série de questions sur des enjeux juridiques et politiques pressants et controversés, ainsi que sur des enjeux politiques reliés à l'Internet. Les réponses de partis ont été affichées sur le site. Il a été très intéressant de noter que ni les Conservateurs, ni le Bloc ne se sont donné la peine de répondre, alors que les Libéraux ont fourni des réponses vagues et que le NPD n'a pas répondu aux questions posées. De tous les partis détenant plus de 1 % du vote populaire, seul le parti Vert a donné une position claire sur la plupart de ces enjeux importants.

À l'automne 2005, Gerard LaForest juge retraité de la Cour suprême, a été mandaté par la Premier Ministre pour évaluer le bien-fondé d'une **fusion du Commissariat à l'information et du Bureau du Commissaire à la protection à la vie privée**. La CIPPIC • Hiver 2006 • Page 2

CIPPIC a écrit au juge LaForest, en opposition à la fusion, en faisant valoir que la fusion aurait des avantages minimes et qu'elle mettrait en péril l'efficacité de la surveillance des lois sur la protection de la vie privée. Finalement, le juge LaForest s'est opposé à cette fusion.

Au début de décembre 2005, la CIPPIC et le Electronic Frontier Foundation (EFF) ont lancé conjointement le site Web **OnlineRights.ca**. Ce nouveau site se veut la lieu virtuel de l'activisme populaire touchant les enjeux numériques qui ont de l'importance aux yeux des canadiens. Ses premières campagnes ont mis l'accent sur les lois sur la surveillance injustifiée et le besoin d'avoir des lois équilibrées sur le droit d'auteur. Au cours de la récente élection, onlinerights.ca a contribué à mettre la lumière sur certains problèmes associés avec les contributions des campagnes de l'industrie du contenu et le processus de révision du droit d'auteur.

Le 19 décembre 2005, la CIPPIC a déposé une **demande de révision judiciaire** à la Cour fédérale du Canada en contestant la détermination du Commissaire à la protection de la vie privée du manque de compétence pour enquêter sur un courtier de données des États-Unis. Pour obtenir de plus amples renseignements, consultez la page Web de la CIPPIC sous l'onglet "Privacy" puis, "PIPEDA complaints - Abika.com".

Dans une déclaration envoyée au Ministre de l'Industrie le 10 janvier 2006, la CIPPIC s'est joint à 32 autres groupes d'intérêt public qui demandaient au gouvernement fédéral de garder un contrôle réglementaire sur **l'industrie des télécommunications**, afin de protéger les consommateurs des pratiques abusives et dans le but d'assurer des services de télécommunications de haute qualité à un prix abordable partout au pays. Pour obtenir de plus amples renseignements, consultez la page Web de la CIPPIC sous l'onglet "telecom policy".

À la fin janvier 2006, la CIPPIC et ses partenaires dans le projet de recherche "On the Identity Trail", ont publié un **guide d'accès à l'information**, expliquant les lois qui régissent l'accès à l'information dans les 14 juridictions canadiennes. Le guide a été conçu pour les activistes. Les recherches que celui-ci a demandées ainsi que le travail d'écriture ont été effectuées par une équipe d'étudiants et d'experts

travaillant sous la direction de la CIPPIC. Ce guide fournit des renseignements précieux sur la façon d'accéder à ses propres renseignements personnels détenus par le gouvernement et par les entreprises privées ainsi qu'aux renseignements généraux, détenus par les gouvernements.

À l'automne 2005, la CIPPIC a affiché de **nouvelles pages Web** au sujet de **l'accès autorisé**, les propositions du gouvernement fédéral de donner aux organismes d'application de la loi des pouvoirs de surveillance accrus, des **logiciels espions** et **l'accessibilité à Internet**. La CIPPIC a affiché une série de FAQ et de renseignements utiles sur chaque sujet ainsi qu'une page intitulée "Projets" qui présente le travail qu'elle effectue sur l'accès légal et les logiciels espions.

Projets et causes en cours

Conseil aux clients

La CIPPIC offre des conseils à des personnes ainsi qu'à des organismes qui n'ont pas les moyens de recourir aux services d'un avocat sur des questions relatives au droit et technologie où un intérêt public général est impliqué. Au cours des six derniers mois, la CIPPIC a conseillé de nombreux clients sur des problèmes reliés au droit d'auteur, à la juridiction, à la protection de la vie privée et la liberté d'expression sur Internet.

Réforme du droit d'auteur

La CIPPIC poursuit sa mission d'offrir aux canadiens des renseignements exacts et à jour sur la réforme de la loi sur le droit d'auteur au Canada. Avec la dévolution du Projet de loi C-60 et l'élection d'un gouvernement Conservateur, la CIPPIC continuera de défendre les lois sur le droit d'auteur qui touchent les intérêts publics. La CIPPIC appellera le gouvernement Conservateur à s'assurer que tout ayant droit au Projet de loi C-60 soit équilibré, qu'il adopte les forces du Projet de loi C-60 tout en s'attaquant à ses faiblesses et à ses lacunes.

Protection de la vie privée

La CIPPIC est actuellement engagée dans deux projets de recherche subventionnés par le Commissaire à la protection de la vie privée du Canada dans le but

d'enquêter sur l'industrie du courtage de données au Canada et de tester le respect en ligne des revendeurs avec les dispositions clefs de la *Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques (LPRPDE)*. Plus d'une douzaine d'étudiants sont impliqués dans l'un ou l'autre de ces projets de recherche pour lesquels les rapports seront rendus au printemps.

Les étudiants de la CIPPIC enquêtent de plus sur la légalité des pratiques de Statistiques Canada de vendre des ensembles de données de recensement à des courtiers de données qui les joignent à des noms et des adresses afin de faire du marketing direct. Cette enquête se veut le revers des plaintes formelles faites contre le courtier de données InfoCanada, où le jumelage de noms et d'adresses avec les données de recensement de Statistiques Canada viole la *LPRPDE*.

Avec la révision de la *LPRPDE* par le Parlement prévue cette année, il est possible de voir et d'analyser les problèmes avec la législation et le régime d'exécution. Nous préparons la présentation, à Industrie Canada, de recommandations préliminaires dans le but d'apporter des amendements et des enjeux qui demanderont d'être étudiés plus longuement.

Comme nous l'avons indiqué précédemment, nous avons déposé une requête en Cour fédérale pour une révision judiciaire de la décision dont manque le Commissaire à la protection de la vie privée pour enquêter sur Abika.com, un courtier de données américain. Cette affaire pourrait devenir un précédent important sur la juridiction sous la *LPRPDE*, ainsi que sur la portée du pouvoir d'enquête du Commissaire à la protection de la vie privée.

Nous surveillons les propositions du gouvernement à l'égard de « l'accès autorisé » de donner aux autorités policières un plus grand pouvoir de recherche et d'exiger des fournisseurs de services Internet de reconstruire leurs systèmes afin de faciliter l'écoute électronique par la police. Nous offrons de plus des renseignements et des analyses sur ces initiatives pour le public et d'autres groupes de droits civils, dans le but de s'assurer que la vie privée et la liberté d'expression ne soient pas sacrifiées dans la guerre menée contre le cybercrime et le renforcement des restrictions.

Protection des enfants en ligne

Une plainte déposée par un client a poussé la CIPPIC à enquêter sur les pratiques d'un site Web pour enfants. L'enquête a démontré que le site Web viole les lois sur la protection de la vie privée, les lois sur la protection du consommateur ainsi que les règles de l'industrie en matière de transaction avec les mineurs. La CIPPIC a engagé des pourparlers avec le propriétaire du site Web, qui ont malheureusement été vaines. La CIPPIC se tournera donc vers des mesures réglementaires pour faire en sorte que le site Web se conforme aux lois canadiennes de protection de la vie privée des enfants.

Logiciel espion

La CIPPIC poursuit son travail avec l'Anti-Spyware Coalition (ASC), une coalition de développeurs, de distributeur et d'organismes d'intérêt public qui ont pour mission de s'attaquer à la menace grandissante des logiciels espions et aux autres technologies non désirées. L'ASC prévoit élaborer un ouvrage sur les « meilleures pratiques » qui aidera les développeurs de logiciels à éviter le déploiement de technologies qui seront éventuellement identifiées par les logiciels anti espions comme potentiellement indésirables. Le 16 mai 2006, l'ASC sera hôte d'un groupe de travail d'une journée à Ottawa portant sur le caractère international du défi relié aux logiciels espions. Le groupe de travail est gratuit pour les organismes d'intérêt public et les employés du gouvernement.

La CIPPIC continue de surveiller de près le paysage canadien où les développeurs et les distributeurs de logiciels espions peuvent enfreindre les lois canadiennes. La CIPPIC poursuit également son travail sur la plainte contre Integrated Search Technologies, une entreprise de Montréal que la CIPPIC croit être un distributeur de logiciels espions. Nous enquêtons aussi sur la possibilité de travailler de concert avec une équipe d'ingénieurs de EITI, l'École d'ingénierie et de technologie de l'information de l'Université d'Ottawa, afin de créer un laboratoire de technologie d'intérêt public pour remédier à la nécessité d'avoir accès à des analyses légistes sur les technologies nuisibles telles que les logiciels espions et le pourriel et d'emmener les plaintes aux autorités policières canadiennes.

Modalités injustes et contrats de consommation en ligne

La CIPPIC poursuit son enquête dans les pratiques de contrats de consommation des entreprises canadiennes, notamment sur les opérations bancaires, les logiciels et l'industrie des télécommunications. À l'été, cette recherche prendra de l'ampleur et touchera les pratiques face aux contrats standard numériques et aux contrats de licence d'utilisation. La CIPPIC publiera ses résultats plus tard dans l'année.

Nous afficherons bientôt une série de FAQ et de ressources sur notre site Web sur l'arbitrage obligatoire dans les contrats de consommation.

Commentaires du personnel

David Fewer a prononcé une allocution « la révision du droit d'auteur et la politique d'innovation » lors d'une conférence sur le droit au sujet de la Réforme du droit d'auteur canadien, à Toronto, les 15 et 16 septembre 2005.

David Fewer s'est prononcé sur "Making Available and File Saring: A Solution in search of a Problem?" au Pavillon Osgoode au forum sur l'Éducation permanente sur le « Projet de loi C-60 et la réforme du droit d'auteur au Canada », qui s'est tenu à Toronto le 25 octobre 2005.

Philippa Lawson a prononcé une allocution intitulée "Privacy and Security: Finding the Balance", lors de la conférence annuelle de l'Association canadienne d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels (ACAP) qui s'est tenue à Ottawa le 22 novembre 2005.

David Fewer a présenté "Introduction to Spyware" lors de la Série de conférences Tory's à la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa le 8 novembre 2005.

David Fewer enseigne « la régulation des communications dans Internet » ce semestre, à la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa.

Publications

Le *Access to Information User Manual*, un projet en cours depuis les deux dernières années est maintenant accessible en ligne à www.atipmanual.ca. Conçu pour des personnes ordinaires, cet ouvrage se veut un guide d'accès au droit à l'information dans les 14 juridictions canadiennes.

L'article de David Fewer sur la politique reliée au blanchiment d'argent, "The Genie in the Information Bottle", a été publié en novembre 2005 aux éditions *Index on Censorship*. Cette édition a mis l'accent sur les efforts de l'Ouest de blanchir les politiques sur la propriété intellectuelle.

David Fewer a publié un chapitre intitulé : "Making Available: Existential Inquiries" dans : *In the Public Interest The Future of Canadian Copyright Law*, édité par Michael Geist (Irwin Law: Scarborough, 2005).

Événements à venir

La CIPPIC et l'Anti-Spyware Coalition (ASC) seront hôtes d'un groupe de travail international d'une journée sur **les logiciels espions** à la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa **le 16 mai 2006**. Il s'agit d'un événement gratuit pour les organismes d'intérêt public et les employés du gouvernement.

CIPPIC tient un groupe de travail d'une journée intitulé, "**Copyright in Libraries: the Digital Conundrum**", de l'Information Commons Interest Group de L'organisation de bibliothèques canadiennes, prévu le **14 juin 2006**, à l'Université d'Ottawa.